

IMAGINAIRES COLLECTIFS DU PARTAGE DE L'ESPACE PUBLIC AVEC LES PERSONNES EN SITUATION DE MARGINALITÉ À MONTRÉAL ET À QUÉBEC (1993-2012)

Texte: *Michel Parazelli, Marie-Ève Carpentier*

Abstract

THE COLLECTIVE IMAGINARIES OF SHARING PUBLIC SPACES WITH MARGINALIZED PERSONS IN MONTREAL AND QUEBEC (1993-2012)

This article presents a qualitative study of the collective imaginaries constructing the socio-spatial representations of the parties affected by the presence of marginalized people in public spaces in downtown Montreal and Quebec City. Through an analysis of the discourses in French-language print media between 1993 and 2012, we identified three collective imaginaries, which we labeled as ecosanitary, democratic, and salutary, each one feeding a complex of specific socio-spatial representations. The purpose of this study is to provide an overall perspective of the ideological positions available to the parties involved.

Mots-clés: *imaginaires collectifs, personnes marginalisées, itinérance, espaces publics*
Keywords: *collective imaginaries, marginalized people, homeless, public spaces*

Introduction

Depuis une quinzaine d'années nous assistons à des conflits d'appropriation résultant d'une opposition sociosymbolique entre la présence de personnes en situation de marginalité (PSM)¹ au sein des centres-villes de Montréal et de Québec, et des groupes d'acteurs désirant revitaliser le centre-ville Est dans une perspective économique axée sur la culture du spectacle (Morin et al. 2008). L'image de décadence urbaine, de grande précarité et d'insécurité que projeteraient les PSM dans les espaces publics entrerait en contradiction avec celles promues par les entrepreneurs urbains souhaitant y produire des ambiances festives ou «vibrantes», un environnement sécuritaire et des images de prospérité (Parazelli 2009). Ce

contexte rendrait compte de l'intensification de pratiques de répression et de discrimination envers les PSM s'appuyant sur des stratégies d'invisibilisation de leur présence et de sortie de la rue, mais aussi de stratégies adverses de défense des droits d'accès des PSM aux espaces publics. Un rapport de forces s'établit donc entre des acteurs n'ayant pas la même lecture des problèmes et des réalités sociales en jeu qu'il s'agisse des commerçants, des résidents, des responsables politiques, des administrateurs publics, des policiers, des intervenants communautaires et des PSM elles-mêmes.

Afin de mieux comprendre les tenants et aboutissants de ces conflits d'appropriation, nous avons réalisé une recherche partenariale sur les enjeux de normativités entourant le par-

¹ Nous utilisons la catégorie de «personne en situation de marginalité» (PSM) pour désigner à la fois les jeunes de la rue, les personnes itinérantes (SDF), les toxicomanes, les prostitués-es, etc. par souci de précision quant aux types de comportements urbains qualifiés de problématiques dans l'espace public.

tage de l'espace public entre les PSM et les autres acteurs sociaux à Montréal et à Québec² (Parazelli et al. 2013). Dans le cadre de cette recherche, nous avons eu recours à trois méthodes d'investigation pour cerner les enjeux normatifs dont les résultats ont fait l'objet d'une analyse transversale: 1. deux enquêtes qualitatives sur des sites spécifiques à Montréal et à Québec auprès de 75 répondants comportant une diversité d'acteurs; 2. une analyse des politiques, programmes et plans d'action municipaux portant sur le partage de l'espace public avec les PSM pour Montréal, Québec, Ottawa, Toronto, Calgary et Vancouver (71 documents); 3. Une analyse des discours diffusés par les médias écrits francophones de 1993 à 2012 (312 articles).

Dans le cadre de cet article, nous présentons les résultats de cette dernière investigation s'apparentant à une étude ethnographique documentaire. À quelles représentations les acteurs s'expriment dans les médias écrits francophones réfèrent-ils pour comprendre ce qui se joue entre les acteurs concernés (résidents, commerçants, policiers, PSM, gestionnaires, etc.) par la présence des PSM dans l'espace public? À partir d'une analyse des représentations sociospatiales produites par le discours des acteurs s'exprimant dans les médias écrits francophones, nous présentons trois imaginaires collectifs, ceux-là mêmes qui alimentent des complexes de représentations sociospatiales que nous avons identifiés. Des extraits d'articles sont présentés afin d'illustrer les dynamiques sociosymboliques des imaginaires que nous avons qualifiées de la manière suivante: «écosanitaire», «démocratique» et «salutaire» (Parazelli et al. 2013: 17). Avant de les aborder, examinons brièvement le contexte urbain dans lequel ces imaginaires se sont développés.

Villes revitalisées, viles marginalités

Le bilan de la littérature nous enseigne que la question du partage de l'espace public entre les acteurs sociaux et les personnes en situation de marginalité (PSM) s'inscrit dans des enjeux plus complexes que les seules considérations techniques associées aux nuisances publiques. La mondialisation de l'économie entraîne la plupart des grandes métropoles à consolider leur position dans un marché en plein essor (Sassen 2002). À ce sujet, Brenner et Theodore (2002) précisent qu'à la fin des années 1990, les politiques urbaines sont conçues pour mobiliser des ressources endogènes au territoire, et favoriser

l'éclosion de projets visant à renforcer la compétitivité territoriale reposant essentiellement sur les technologies avancées (Rousseau 2008). On souligne ici la qualité des infrastructures d'accueil aux nouveaux investisseurs non seulement en ce qui regarde les technologies, les équipements culturels ou les avantages fiscaux, mais aussi la dimension sécuritaire des espaces publics (Ley 1996). Aussi, la tentation est forte pour les élites municipales d'avoir recours à des experts du marketing territorial (tels que Clotaire Rapaille et Richard Florida) afin d'attirer les membres de la classe moyenne professionnelle (Rousseau 2008). Ce processus de valorisation urbaine favoriserait un climat de consommation et d'individualisation menant à la polarisation croissante des villes et des inégalités sociales. Cette dynamique sociale et économique entraînerait donc les grandes villes telles que Montréal et Québec dans une course concurrentielle pour acquérir une position enviable sur le marché international, tout en faisant face à de nouveaux défis de gestion publique en regard de la double contrainte de la compétition et de la cohésion sociale (Parazelli et al. 2013).

Parallèlement, depuis une quinzaine d'années, les PSM occupant les secteurs en revitalisation font l'objet de pratiques systématiques de répression et de discrimination visant à les chasser de ces lieux compte tenu de l'image d'échec social ou de décadence urbaine qu'elles semblent projeter. Ces images entrent en contradiction avec l'ambiance festive ou conviviale que l'on désire investir dans ces lieux. Dans un article traitant des transformations historiques du Faubourg St-Laurent (quartier central en revitalisation à Montréal), on apprend que dès la fin des années 1960, ce quartier sera progressivement vidé de ses «adhésions vernaculaires»: «Au nettoyage moral et physique correspond un nettoyage narratif: on s'efforce de représenter le Faubourg comme un lieu, certes toujours festif, mais désormais décent, moral et sécuritaire» (Bélanger 2005: 23). Ajoutons que dans un contexte de *branding* urbain où les nombreux festivals montréalais ont besoin de disposer de scènes publiques mobiles et adaptées à ce type d'activités, la rue devient l'objet d'une planification aménagiste et programmatique visant à en modifier les conditions d'urbanité, de telle sorte que la présence et les pratiques des sans-abri deviennent des «encombrements sociosymboliques» (Parazelli 2009, 2000). La question des modes d'appréhension des problèmes et des jugements normatifs se trouve d'emblée posée lorsqu'il s'agit de tirer des leçons de la littérature relatives aux enjeux. En effet, comment ces groupes d'acteurs impliqués dans le processus en cours de

² Nous remercions le Fonds québécois de la recherche société et culture (FRQSC) pour avoir soutenu financièrement cette recherche dans le cadre du programme d'Action concertée de 2011 à 2013. Le titre de ce projet était le suivant: *Les enjeux du partage de l'espace public avec les personnes itinérantes et sa gestion à Montréal et Québec. Perspectives comparatives et pistes d'actions* (n° du projet: 2011-AC-144446).

revitalisation urbaine du centre-ville Est de Montréal justifient-ils leur regard et leurs actions face aux populations marginalisées? À partir de quels principes les acteurs communautaires (associatifs) défendent-ils le droit d'accès des PSM aux espaces publics? Bref, à quelles représentations les acteurs concernés par la présence des personnes en situation de marginalité réfèrent-ils pour comprendre ce qui se joue lorsqu'ils ont à partager l'espace public avec ces personnes?

Afin de dégager une vue d'ensemble pour mieux répondre à ces questions, nous avons choisi d'explorer les représentations sociospatiales traversant le discours des acteurs qui s'expriment dans les médias écrits francophones sur le sens de la place occupée par les sans-abri dans les lieux publics depuis 19 ans (1993-2012). Les résultats de cette étude nous ont conduits à dégager un complexe de représentations sociospatiales autour de trois imaginaires collectifs en tension. Voyons d'abord le cadre d'analyse qui nous a permis de dégager ces représentations des discours des acteurs.

Aspects conceptuels et méthodologiques

À l'instar de démarches comparables (Rullac 2015: 243, Cloos 2010), cette étude s'apparente à une étude ethnographique d'un corpus d'articles de journaux francophones publiés sur 19 ans, offrant ainsi un peu plus d'amplitude à d'autres démarches qualitatives à portée plus «locale» que nous avons menées. Considérant la perspective d'Appadurai (2005), Cloos (2010: 51) propose une pratique ethnographique «qui transgresse les frontières et qui prend en compte la place du global dans le local. Autrement dit, pour Appadurai, l'ethnologue doit donner une plus grande place aux choix offerts par les transformations ainsi qu'à la fluidité des structures représentationnelles». Si le document est un *artefact*, l'écriture peut être considérée comme un système symbolique. Il s'agit alors d'analyser la manière dont la réalité des PSM dans les espaces publics comme objet de discours «est représentée, produite comme objet de connaissance, et régulée par les pratiques discursives dans ces documents» (Cloos 2010: iii). C'est-à-dire comment ces objets de discours sont «séparés, opposés, apparentés, regroupés et classés» (Foucault 1969: 58, cité par Cloos 2010: 35), mais dont les logiques collectives lient l'ensemble des acteurs et des institutions concernées.

La représentation est une idée qui apparaît dans l'esprit par une expression linguistique et qui détermine sa compréhension. Si les représentations ne sont pas le reflet direct de nos perceptions du réel, elles ne se réduisent pas pour autant à de simples images mentales sans lien avec le monde empirique (Giust-Desprairies 2003: 54). Jodelet (1989) voit même

la représentation sociale comme un savoir de sens commun, reliant un sujet à un objet, qui nous éclaire sur les processus cognitifs et les interactions sociales: «C'est une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social». (Jodelet 1989: 53) D'où l'intérêt de la recherche sociale pour ce type d'investigation qui donne accès à des logiques de construction sociale de la réalité.

Pour donner un sens sociologique à ces représentations, il importe de repérer les imaginaires collectifs qui les nourrissent et leur donnent une cohérence logique. L'imaginaire lui-même serait un réseau d'associations d'images structuré par un complexe de représentations sociales qui rend compte des voies sociosymboliques d'interprétation du réel: «L'imaginaire peut être appréhendé en tant que sphère de représentations où fond et forme, parties et tout s'entrelacent» (Wunenburger 2003: 41). Suivant cette définition, Giust-Desprairies (2003: 121, 180) définit l'imaginaire collectif comme «un système d'interprétations destiné à produire du sens. Sens que le groupe donne à la réalité pour, en même temps, se signifier lui-même dans la mesure où la perception de la réalité est simultanément une perception d'existence». Elle ajoute que l'imaginaire collectif représente une illusion partagée dans le sens que celui-ci serait un «réfèrent nécessaire au point de se confondre avec la réalité elle-même» et acquerrait ainsi un statut d'objectivité. En ce sens, l'imaginaire a aussi à voir avec le mythe et les utopies tel un fonds culturel partagé et disponible aux personnes en quête de significations. Cependant, c'est à travers l'identification des représentations sociales que nous pouvons «débusquer» l'imaginaire qui est à l'oeuvre; et c'est à partir des images projetées par les mots circulant dans les discours sur des objets que nous pouvons identifier des représentations sociales.

Sur le plan de l'échantillonnage des articles, nous avons utilisé le moteur de recherche Eureka. cc, en sélectionnant les articles qui représentaient un degré de pertinence en fonction de notre intérêt de recherche, et ce pour la période s'échelonnant de 1993 à 2012. La sélection a donc été guidée par la reconnaissance de la présence de trois «objets» sur lesquels porte notre investigation, au sein de chacun des articles. Il s'agit des lieux, des sans-abri, et d'actions relatives à leur présence. La grille d'analyse a été conçue de façon à classer les informations en fonction des images relatives aux personnes marginalisées, aux lieux et aux actions relatées, et ce à partir des mots et des expressions utilisés. Par exemple, pour chacun des articles, notre attention a porté sur les manières de qualifier, de juger et d'agir face aux personnes marginalisées, aux lieux et aux actions concernés. En effet, à cette première étape d'analyse, nous avons été attentifs aux conceptions, aux idéologies à travers les métaphores, les métonymies, bref

les analogies, les catégorisations et les généralisations sur les personnes, les lieux et les actions. C'est souvent à travers les associations d'images entre deux catégories différentes, c'est-à-dire l'assimilation d'une catégorie à une autre, tel que les «gens de la rue» feraient partie d'une «faune urbaine» que nous sommes parvenus à dégager des pistes pour l'identification des imaginaires présentés dans cet article. Des énoncés suffisamment contextualisés ont été sélectionnés pour constituer notre répertoire de données constitutives des discours écrits. Davantage que l'itération de lexèmes isolés significatifs, le choix d'unités de sens plus élaborées que constituent nos énoncés contextualisés nous a semblé plus pertinent au travail d'identification des représentations.

L'analyse transversale a constitué la deuxième étape de ce travail visant à reconnaître des représentations sociospatiales en comparant les énoncés entre eux, selon l'objet auquel ils référaient (lieux, PSM, actions), pour en repérer des logiques spécifiques. Cette opération visait aussi à identifier les énoncés dont la normativité convergeait sur le plan des significations sociosymboliques spatialisées au-delà des variations contextuelles. À la suite des premières analyses, des discussions furent nécessaires entre nous pour déterminer les frontières sémantiques et pragmatiques à la base du jugement porté sur le contenu des discours et de leur contexte; ce qui nous a permis d'ajuster le travail de catégorisation (accord inter-juges). Présentons maintenant les résultats de cette analyse.

Résultats de l'analyse des discours médiatiques

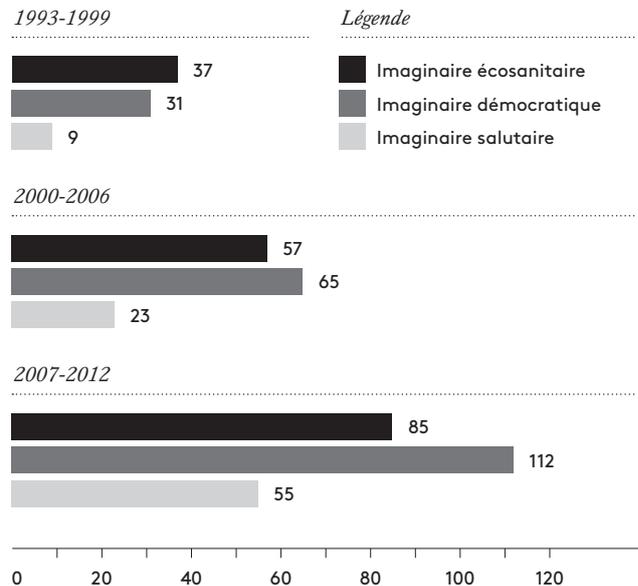
Nous avons analysé 312 articles traitant de la présence des PSM dans les espaces publics et qui ont été publiés dans les principaux médias écrits francophones de 1993 à 2012 (256 à Montréal et 56 à Québec). On observe une nette augmentation du nombre d'articles au cours de cette période témoignant de l'intérêt grandissant du sujet dans l'actualité. Les extraits d'articles recensés proviennent majoritairement des journaux suivants: La Presse, Le Devoir et Le Soleil. Distribués à travers le Québec, La Presse et Le Devoir figurent parmi les principaux quotidiens francophones de la province; en format papier et numérique, chacun d'entre eux compte plus d'un million de lecteurs. Avec le Journal de Montréal, ils font partie des trois quotidiens les plus cités à la télévision et à la radio québécoise. Le Soleil fut quant à lui indispensable pour trouver des extraits portant précisément sur la ville de Québec. Spécifiquement distribué dans cette ville, ce journal est le quotidien québécois hors Montréal qui comporte le nombre de lecteurs le plus élevé (272 000). Un peu plus de 42 % de la population de la ville de Québec lit ce journal.

L'analyse de contenu a donné lieu à une catégorisation selon trois imaginaires sociaux structurant des représentations sociospatiales spécifiques. Il s'agit des imaginaires «écosanitaire» (179 articles), «démocratique» (208 articles) et «salutaire» (87 articles) (pour un total de 474 articles). Précisons ici qu'un article pouvait contenir des énoncés renvoyant à plus d'un imaginaire. C'est pourquoi le nombre total d'articles contenus dans chacun des imaginaires est plus élevé que le nombre total d'articles étudiés. Ces catégories d'imaginaires ont été qualifiées de la sorte à partir de l'étude de Parazelli (2002) sur les jeunes de la rue concernant l'imaginaire écosanitaire, et à la suite d'accords inter-juges entre les membres de l'équipe de recherche lors de séances collectives d'analyse d'extraits de discours médiatiques.

Notre analyse nous permet de saisir la stabilité historique (19 ans) des représentations sociospatiales qui ont été diffusées dans l'espace public des principaux médias écrits francophones. Nous avons observé que les imaginaires écosanitaire et démocratique sont majoritairement présents, et ce de façon constante et plutôt équivalente pour les périodes de 1993-1999 et de 2000-2006, tandis que pour la période de 2007-2012, l'imaginaire démocratique prévaut (voir graphique 1).

Graphique 1

Distribution du nombre d'articles selon la présence d'énoncés associés aux trois imaginaires et l'année de parution (n=474)



Il faut savoir que plus de 55 % des articles ont été publiés entre 2007 et 2012, années où la judiciarisation de l'itinérance a fait l'objet d'un débat public nourri notamment par les acteurs du

milieu associatif réagissant publiquement face aux pratiques de profilage social reconnues officiellement par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ 2009).

Notons que cette augmentation progressive du nombre d'articles associés aux trois imaginaires collectifs peut s'expliquer par le contexte des transformations urbaines en cours dans les deux villes étudiées. En effet, autant à Montréal qu'à Québec, les plans de revitalisation associés à la mise en place du Quartier des spectacles (Montréal) et du Nouvo St-Roch (Québec) se sont progressivement concrétisés dans les aménagements respectifs pendant ces mêmes années. C'est pourquoi, nous pouvons observer une stabilité des tensions entre ces trois imaginaires collectifs dans l'espace public médiatique au sein des deux villes dont les quartiers visés furent soumis à des processus de rationalisation comparables face aux divers problèmes rencontrés dus à la présence de PSM dans les lieux publics.

Enfin, les résultats rendent compte d'un enjeu symbolique central, celui d'une concurrence entre l'idéalisation de trois visions du monde entourant la légitimité relative des PSM à occuper les espaces publics, et ce qui doit être fait ou ne pas être fait pour faire face aux problèmes envisagés différemment selon l'adoption d'un imaginaire ou d'un autre. Pour illustrer chacun des pôles, nous présentons quelques extraits d'articles exemplaires en considérant leur contexte d'énonciation spécifique, mais aussi lorsqu'ils sont combinés à d'autres pôles.

L'imaginaire écosanitaire

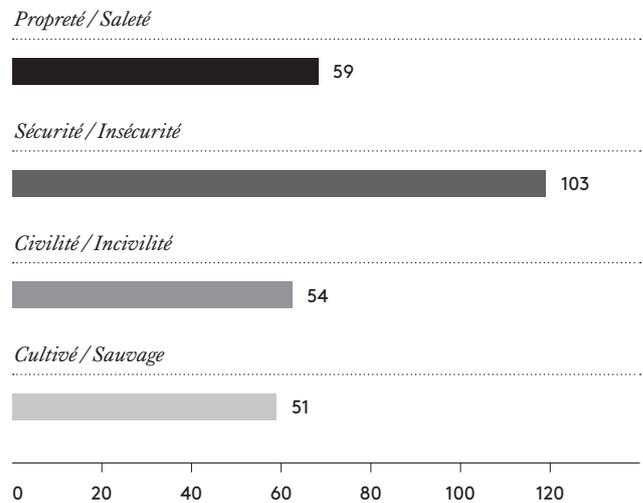
L'imaginaire écosanitaire (267 énoncés de 179 articles) induit une interprétation naturaliste de l'occupation de l'espace public des PSM à l'image d'un environnement naturel dont l'équilibre serait menacé par la présence des PSM (facteur entropique de la dévitalisation), en inspirant notamment les discours de sécurité publique. Ce type d'idéologie justifie un discours gestionnaire d'assainissement des nuisances environnementales inhérentes à la présence des personnes marginalisées. Pour expliquer la présence des personnes marginalisées dans le secteur, les personnes invoquent la présence de terrains vacants ou de graffitis en naturalisant des pratiques spatiales de sociabilité. C'est comme si «la poussière attirait la poussière» ou encore comme s'il y avait une loi écologique distribuant naturellement les personnes marginalisées dans les lieux vacants, désaffectés, mal éclairés, sales et repoussants. Bref, selon cet imaginaire social, ces lieux constitueraient «leur

milieu naturel», un peu comme des plantes pionnières colonisant un terrain laissé à l'abandon, d'où le glissement symbolique consistant à considérer les personnes marginalisées comme des nuisances environnementales face aux efforts de revitalisation misant sur l'ambiance festive des espaces publics. Cet imaginaire nourrit aussi ce qu'on appelle le syndrome de la vitre brisée (*broken windows*) tel que conçu par Kelling et Wilson (1982). Cette théorie empirique contestée quant à sa validité (Hartcourt 2005) consiste à établir un lien de causalité naturelle entre le laisser-aller des autorités lorsqu'il y a un début de dégradation physique des lieux, l'augmentation de signes de dégradation et le développement du sentiment d'insécurité des individus (spirale de la décomposition par propagation). C'est le sentiment d'instabilité, émanant de la détérioration physique des lieux et de l'incapacité des habitants à faire respecter des règles de «bon voisinage», qui ouvrirait la porte à la délinquance. L'état détérioré d'un quartier lancerait le message qu'il n'y a pas de lois, d'où le début d'une spirale menant à une délinquance plus grave. Cet imaginaire est composé de quatre représentations sociospatiales qui lui donnent forme: 1) sécurité / insécurité, 2) propreté / saleté, 3) civilité / incivilité et 4) cultivé / sauvage (voir graphique 2)³.

Précisons que l'analyse des extraits sélectionnés ne nous permet pas d'associer un imaginaire et ses représentations de façon exclusive ou homogène à un type spécifique d'acteurs.

Graphique 2

Distribution du nombre d'énoncés associés aux quatre représentations de l'imaginaire écosanitaire (n=267)



³ Précisons que si nous avons jugé nécessaire de bien distinguer les pôles dichotomiques en quatre types distincts de représentations sociospatiales, les contextes d'énonciation comportent souvent en eux-mêmes plus d'un pôle de représentations.

Par contre, il existe une tendance prépondérante dans l'expression des imaginaires selon les groupes acteurs. Ainsi les représentations de l'imaginaire écosanitaire sont surtout utilisées par les citoyens, les commerçants et les policiers. Les citoyens utilisent principalement cet imaginaire pour exprimer le fait que les PSM menacent leur qualité de vie et leur sécurité. Les commerçants évoquent quant à eux principalement le fait que les PSM, en raison du sentiment d'insécurité qu'elles génèrent, des gestes d'incivilité qu'elles commettent, de la concentration numérique qu'elles représentent, et plus généralement du sentiment de répulsion qu'elles provoquent, nuisent non seulement à la sécurité, mais également à l'attrait de leur commerce. Pour les policiers, l'imaginaire écosanitaire leur permet de réaffirmer leur rôle d'assurer la sécurité des citoyens et la propreté des espaces publics, toutes deux menacées par les PSM.

La représentation sécurité/insécurité est la plus souvent évoquée pour décrire des rapports ou des situations liées aux événements impliquant des PSM. L'illustration de ce pôle s'accompagne souvent de la représentation civilité/incivilité. Par exemple, ces deux types de représentations sont illustrés à travers les propos tenus par le président de la Société de développement du Quartier Latin, dans le cadre de l'article «Soixante policiers pour surveiller les squeegees⁴» (Pelchat 1998), paru dans *La Presse* où la menace que représentent les PSM pour l'ordre public est mise en scène. Dans le cadre de cet article, M. Caron soutient, au nom des 120 commerçants qu'il représente,

«que la survie des commerces du quartier est menacée par les comportements de plus en plus violents et carrément criminels dans de trop nombreux cas de «marginiaux». [...] Dénonçant la tolérance des autorités et leur reprochant d'avoir tardé à agir contre les «pushers» de la rue Saint-Denis, dans les années 80, avant de devoir la «nettoyer», Caron prédit que le jour n'est plus très loin où certains commerçants «vont embaucher des gardes armés pour faire contrepoids aux armes blanches et aux chiens utilisés par de trop nombreux marginaux comme armes offensives».

Cet extrait révèle un sentiment d'insécurité à l'égard des PSM qui seraient devenues dangereuses et menaçantes avec le temps étant donné le laxisme dont auraient fait preuve les autorités publiques et le contexte de revitalisation qui s'amorçait dans ce secteur. De plus, en rappelant que les policiers ont dû «nettoyer» la rue Saint-Denis, c'est aussi à la représen-

tation saleté/propreté que l'on réfère ici. Selon cette représentation, les PSM sont conçues comme entachant le paysage urbain. Cette dernière s'accompagne le plus souvent de la représentation cultivé/sauvage selon laquelle les PSM sont associées à l'inhospitalier et au non domestiqué, ainsi qu'à l'envahissement de l'espace public. L'extrait suivant, tiré de l'article «Pas dans ma rue...» (Gravel 1999) paru dans *La Presse*, renvoie aux représentations combinées saleté/propreté et sécurité/insécurité produites par l'éditorialiste en parlant du point de vue des «citoyens respectables»:

On imagine qu'il n'y a rien de particulièrement séduisant pour des «citoyens respectables» dans cette perspective d'un voisinage avec ce que l'un d'eux n'a pas hésité à qualifier de «déchets de la société». [...] On ne peut s'étonner du désarroi de ces gens [citoyens et commerçants] qui rêvent de vivre dans un centre-ville aseptisé où il n'y aurait ni drogue, ni prostitution, ni autre manifestation de violence ou de criminalité.

La représentation cultivé/sauvage est quant à elle contenue dans l'article «La Place d'Youville, haut lieu du tourisme punk. Deux jeunes se font tabasser; la controverse reprend de plus belle», paru dans *Le Devoir* (Robitaille 1994). Cet article relate une bagarre entre «complets-cravates et punks bigarrés» qui aurait ranimé la controverse entourant la présence de jeunes marginaux autour de la Place d'Youville et la porte Saint-Jean. Dans cet article, Jean-François Roy, de la police de Québec s'exprime de la façon suivante:

«La réputation de la Place d'Youville, comme point de convergence des fugueurs, a, depuis 4 ans, dépassé les frontières de la région. Elle attire maintenant des jeunes de toute la province». Leur apparence, notamment celle des punks, entacherait l'image de marque de la capitale. Elle nuirait ainsi au commerce et au tourisme dans le secteur. «Il faut dire qu'ils ont une allure bigarrée et rébarbative», concède l'officier Roy. «Ils s'attroupent comme des goélands», poursuit-il.

Une autre version de cette représentation cultivé/sauvage associée à celle de la civilité/incivilité a été relevée dans l'article «S'approprier sa ville. Ma maison dans la rue» (Cameron & Coutu 2008) de *La Presse* dans lequel les journalistes soulèvent que la forte présence des policiers au centre-ville fait en sorte que les sans-abris se déplacent vers d'autres quartiers de Montréal:

⁴ Un squeegee désigne un jeune de la rue qui utilise une raclette en caoutchouc servant à laver le pare-brise des automobiles en retour d'une rétribution volontaire du conducteur. Il s'agit d'une sorte d'onomatisme dérivant de la marque commerciale de ce type de raclette «Squeegee».

Le problème des sans-abri n'est plus uniquement celui du centre-ville. Depuis l'été 2007, le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) a remarqué que bon nombre de marginaux du secteur Ville-Marie s'étaient déplacés vers les quartiers Centre-Sud et Petite-Bourgogne. [...] L'été dernier, le SPVM a délivré 2072 constats d'infraction et procédé à 164 arrestations de sans-abri. Pierre Cadieux affirme que les interventions du corps policier visent avant tout la coexistence. «On intervient seulement lorsqu'il y a des comportements dérangeants, dit-il. «On vise avant tout une cohabitation pacifique parce qu'on ne peut quand même pas tous les jeter dans le fleuve!».

Cet imaginaire collectif instituerait en quelque sorte la naturalisation des rapports sociaux en évacuant la dimension politique du droit à la ville et en substituant des considérations sanitaires aux relations de pouvoir. C'est ainsi que l'ex-maire de l'arrondissement Ville-Marie (centre-ville de Montréal) dit souhaiter que les associations et autres organismes de soutien aux populations itinérantes soient décentralisés hors des centres-villes. «Il a ainsi dit vouloir sortir ces personnes d'un milieu «malsain» (Shields 2008).

Face à cet imaginaire écosanitaire, un autre imaginaire tout aussi présent par ses représentations sociospatiales tend à s'opposer sur le plan idéologique aux représentations naturalisantes de la présence des PSM dans les espaces publics. Il s'agit de l'imaginaire que nous avons qualifié de «démocratique».

L'imaginaire démocratique

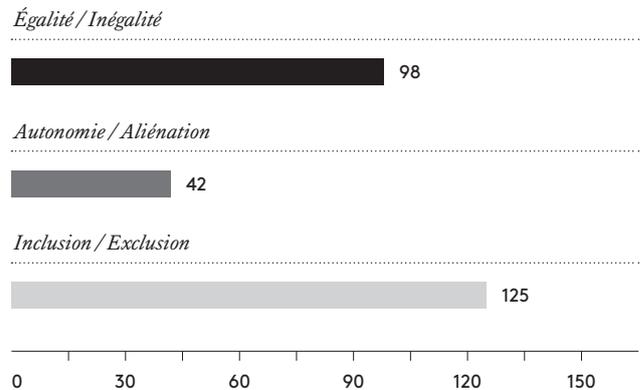
Cet imaginaire induit une interprétation citoyenne de l'occupation de l'espace public des PSM en termes de justice ou d'injustice sociale (265 énoncés de 208 articles). On justifie ainsi un certain nombre de revendications et d'actions visant à soutenir les personnes marginalisées considérées comme des citoyens-nes laissés-es pour compte ou victimes de préjugés et de profilage social (par exemple dans le cas de la défense du droit au logement). L'imaginaire démocratique nourrit trois représentations sociospatiales: égalité/inégalité; autonomie/aliénation; inclusion/exclusion.

Les représentations égalité/inégalité et inclusion/exclusion sont majoritaires et se retrouvent souvent présentes au sein d'un même article. Les acteurs dont les propos se rapportent à la représentation égalité/inégalité sont essentiellement des intervenants communautaires qui œuvrent à la défense des droits des PSM, et des chercheurs qui travaillent sur les questions de l'itinérance et de la marginalité. Ces

acteurs dénoncent l'inégalité de traitement dont sont victimes les PSM au sein de l'espace public. Dans le même sens, plusieurs de ces acteurs contestent l'exclusion des PSM des lieux publics. Le pôle de l'inclusion est quant à lui souvent représenté par les propos d'élus municipaux qui réfèrent à l'importance de favoriser la mixité sociale, souvent évoquée dans les cas de la revitalisation de l'espace urbain. Face aux dénonciations d'exclusion qu'accompagne la revitalisation urbaine, ce type d'acteurs affirme l'importance d'intégrer les PSM au développement urbain. Ce pôle est aussi illustré par des énoncés d'intervenants communautaires qui souhaitent favoriser une meilleure cohabitation à travers des initiatives ayant pour but d'atténuer les préjugés envers les PSM.

Graphique 3

Distribution du nombre d'énoncés associés aux trois représentations de l'imaginaire démocratique (n=265)



La représentation égalité/inégalité est clairement incarnée dans l'énoncé suivant, exprimé par Dan Bigras, une vedette de la chanson populaire au Québec et porte-parole d'un refuge pour jeunes de la rue:

S'il est inacceptable de rester immobile dans un parc, il est tout aussi aventureux de s'y promener, sous peine d'être taxé de vagabondage. Que faire? À part changer de look, rien. Car les règlements ne sont pas appliqués de la même façon pour l'homme d'affaires qui fait une sieste au milieu du parc et le squeegee qui s'y repose avant le début de l'heure de pointe.

Cet énoncé tiré de l'article «Les marginaux refusent de se laisser jeter «dehors de dehors», paru dans *Le Devoir* (Myles 2003) et dans lequel la discrimination entourant l'application des règlements municipaux est dénoncée, évoque également la représentation inclusion/exclusion, alors que l'exclusion discriminatoire des PSM de l'espace public y est dénoncée. L'ex-

trait suivant tiré de l'article intitulé «Squeegee Inc.» (Bourque 2006) publié dans *Le Soleil* et dénonçant la criminalisation des squeegees, illustre bien la représentation inclusion / exclusion:

Criminaliser les squeegees risquerait d'aggraver l'exclusion des jeunes qui ne ressemblent pas au modèle bon chic bon genre auquel nous sommes davantage habitués. Ce n'est certainement pas l'objectif visé. La mairesse Andrée Boucher a montré cette semaine beaucoup de sensibilité et de générosité devant la réalité des jeunes de la rue. Ils ont du potentiel et ont besoin d'avoir une place, a-t-elle noté avec sagesse.

Dans un article de libre opinion intitulé «Sans-abris: Ni dans ma cour, ni dans ma rue?», publié dans *La Presse* (Poirier 2002), où Mario Poirier, psychologue clinicien, soutient l'importance de prendre conscience des velléités de contrôle social entourant les sans-abris et de défendre les droits de ces derniers, la représentation inclusion / exclusion est clairement présente:

Il faut soutenir considérablement les droits civiques des sans-abri et leur accès à la parole publique et aux lieux où leurs problèmes sont politiquement discutés: ferait-on des politiques pour les femmes et les jeunes sans les femmes et les jeunes? Comment se fait-il qu'on ne demande pas aux clochards ce qu'ils pensent de la destruction des abris de fortune de leurs pairs ou ce qu'ils proposent pour améliorer concrètement leur condition de vie?

Concernant la représentation autonomie / aliénation, elle s'exprime surtout à l'aide de revendications et de reconnaissance par des chercheurs, des intervenants communautaires et les PSM elles-mêmes. Au sein de l'article intitulé «Et si nous avions inventé la violence des jeunes de la rue?» paru dans *La Presse* (Pratte 1999) où la chercheuse Céline Bellot soutient que l'ampleur du phénomène de la violence chez les jeunes de la rue est une construction sociale et affirme, conformément à la représentation autonomie / aliénation l'importance de poser des actions qui reconnaissent l'autonomie des «jeunes de la rue», renvoient bien à cette représentation. Elle dénonce le harcèlement policier qui répondrait à une volonté sociale de «sortir les jeunes de la rue», une rue qui ne serait pas propice à leur développement:

Or, souligne Céline Bellot, ce raisonnement néglige le fait que pour plusieurs jeunes, la rue est un refuge. «Une partie d'entre eux n'avaient pas le choix. Pour certains, la rue était préférable à la maison». Sortir les jeunes de la rue, c'est peut-être une bonne chose, mais il y a la manière. Encore faut-il s'assurer qu'ils ont un

autre endroit où aller». La chercheuse conclut: «Tant qu'un jeune n'a pas décidé lui-même de quitter la rue, il faudrait l'aider à mieux vivre cette période de sa vie, pour éviter qu'il ait de trop gros problèmes de drogues ou de dépression».

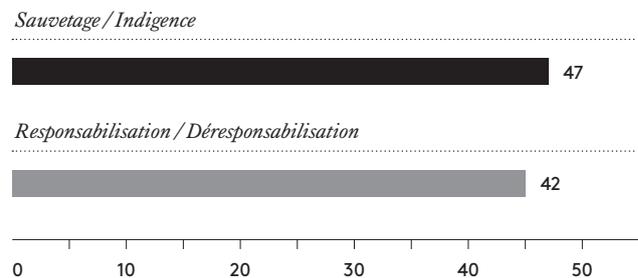
L'imaginaire salubre

Le troisième imaginaire, que nous appelons «salubre» (87 art.), fonde ses représentations sur le désarroi des PSM qui occupent l'espace public en jugeant la vie de rue comme négative en soi. Ce type d'idéologie justifie ainsi un discours pragmatique et normalisateur de sortie de la rue des PSM à l'aide de guidance et de bienfaisance permettant de secourir ou de rescaper ces victimes. (ex.: charité, réinsertion par le travail). Cet imaginaire nourrit deux représentations sociospatiales: sauvetage / indigence et responsabilisation / désresponsabilisation.

Au sein des articles recensés, la représentation de l'imaginaire salubre est marginale comparativement à celle des imaginaires écosanitaire et démocratique qui sont représentés par un nombre relativement similaire d'énoncés. Précisons également qu'un même article peut contenir des énoncés associés à plus d'un type d'imaginaires.

Graphique 4

Distribution du nombre d'énoncés associés aux deux représentations de l'imaginaire salubre (n=92)



La représentation sauvetage / indigence est principalement associée à la nécessité de «sauver» les PSM de leur situation d'indigence dans une perspective de prise en charge. Les énoncés associés à cette représentation déplorent notamment le manque de ressources et la désinstitutionnalisation. Cette représentation est surtout exprimée par des intervenants communautaires et religieux qui soutiennent qu'il faille «sauver» les PSM de la rue, afin de les réintégrer socialement. L'article «L'exode des punks: le bordel à l'Esplanade», paru dans *Le Soleil* de Québec (Bouchard 1995)

révèle particulièrement la présence du pôle «sauvetage». En faisant référence à un incident survenu dans le parc de l'Esplanade, Michel Boisvert, directeur de la Maison Dauphine s'exprime en ce sens:

Eh oui, la situation nous inquiète grandement, du fait que plus les jeunes délinquants sortent de notre champ d'action, moins nous avons de chances de les aider. Plus encore, les premiers à lever le camp dans pareille circonstance sont toujours les cas les plus amochés, donc ceux qui ont le plus besoin de secours et ceux qui risquent le plus de poser des gestes dramatiques.

Nous retrouvons la même représentation chez la directrice-générale de l'organisme Dans la rue dédié aux jeunes de la rue dans l'article «Aide-t-on vraiment les jeunes à se sortir de la rue?», publié dans La Presse (Breton 2006): «Ce sont des jeunes marginaux qui sont incapables pour le moment de vivre dans la société. L'idée est de recréer une communauté pour eux», explique la directrice générale, Tony Cochand.

Quant à la représentation responsabilisation / désresponsabilisation, elle est associée à la nécessité de «réinsérer» les PSM dans la société. Ces affirmations s'accompagnent parfois de la dénonciation de la «charité» qui minerait les possibilités de sortie de la rue, ou valorisent les projets favorisant l'intégration des PSM au marché du travail. Ce type de représentation est surtout exprimé par les commerçants et les policiers qui, en cohérence avec leurs énoncés que nous avons précédemment associés à l'imaginaire écosanitaire évoquent la responsabilisation dans une perspective de sortie de la rue dans le but d'invisibiliser les PSM, perçues comme des facteurs de nuisance. Au sein du même article présenté ci-dessus intitulé «Aide-t-on vraiment les jeunes à se sortir de la rue?» (Breton 2006), les propos du Dr. Côté, de la Clinique du Quartier Latin, interrogent le fait que certains organismes d'aide aux sans-abri prennent en charge tous les besoins des jeunes de la rue compromettant ainsi leur réinsertion sociale:

Dr Côté soutient: «Il n'y a rien de négatif à les soigner, à traiter leurs chiens aussi. Mais si on ne fait que ça et qu'on ne travaille pas davantage pour la réinsertion, ils ne sortiront jamais de là». [...] De quoi entraîner une remise en question. «Si on les maintient toujours en marge, on ne les intègre pas».

Certains acteurs offrent aussi des solutions pour faciliter la sortie de la rue des PSM par le logement notamment. C'est le cas de l'extrait suivant de l'article intitulé «Conteneurs. Miser sur la différence pour aider des sans-abri» (Bonneau 2010) publié dans La Presse:

Pour les amener à sortir de la rue, les architectes Jacques Antoine St-Jean et Guillaume Lévesque ont imaginé un tout autre type d'habitation, fait avec des conteneurs. [...] «Les conteneurs seraient une coquille dans laquelle ils pourraient réapprendre à vivre avec une certaine dignité» renchérit Guillaume Lévesque. [...] «Il y a une part de rééducation à faire», explique Jacques Antoine St-Jean.

Sur le plan idéologique, l'imaginaire salubre rejoint en partie l'imaginaire écosanitaire dans ses représentations sociospatiales concernant l'anomalie normative de la position occupée par les PSM dans les espaces publics. Mais plutôt que de se représenter les PSM comme des nuisances environnementales, l'imaginaire salubre les voit comme des personnes vulnérables qui ont perdu leurs compétences et leur dignité. C'est pourquoi les extraits vont souvent dans le sens de prescrire un rappel de la norme par une prise en charge des PSM (charitable ou scientifique) afin de modifier leur statut d'anormal par des moyens de réinsertion externes aux désirs des PSM compte tenu de l'état d'indigence et de victimisation dans lequel elles sont.

Conclusion

L'analyse des représentations sociospatiales des discours d'acteurs dans les médias écrits sur la place des PSM dans les espaces publics nous a conduits à distinguer trois imaginaires que nous avons qualifiés d'écosanitaire, de démocratique et de salubre. L'intérêt de ce travail de recherche n'est pas de mettre en lumière les registres cognitifs associés aux situations empiriques bien circonscrites comme nous l'avons fait pour nos deux enquêtes qualitatives à Montréal et à Québec, mais plutôt de révéler des repères idéologiques qui sont en jeu dans ce type de situations. Inscrits dans la durée de deux décennies, ces repères idéologiques traduisent des valeurs et des positionnements éthiques différents voire opposés entre certains acteurs quant à la lecture des situations et des pratiques des PSM dans les espaces publics. Et ces différences de positions induisent nécessairement différentes pratiques relatives à la gestion du partage de l'espace public. De là réside l'importance de bien documenter les représentations sociospatiales des acteurs de façon à en cerner d'abord les enjeux dans la perspective de les soumettre au débat public; de façon à soutenir la prise de décision des acteurs en «connaissance de causes».

Rappelons seulement comment les énoncés de l'imaginaire écosanitaire et salubre tendent à naturaliser des rapports sociaux en ayant pour effet de dépolitiser les problèmes.

En invoquant l'équilibre social et la nécessité de contrer un envahissement dû à une mauvaise régulation de nuisances environnementales, les acteurs recourant à l'imaginaire écosanitaire font taire les intérêts économiques et résidentiels qui sont par ailleurs défendus. Certes, il s'agit souvent de métaphores, mais le problème avec la métaphore est qu'elle crée de l'ambiguïté dans le message en ne précisant pas s'il s'agit d'une simple figure de style, ou le fruit d'un regard méprisant. Cette représentation naturaliste ou «empiriciste» des interactions sociospatiales est tellement prégnante qu'elle agit comme une rationalité préthéorique et devient en fait ce que Korosec-Serfaty (1991: 241) a appelé une «morale spa-

tiale» guidant notre jugement sur la valeur sociale des lieux en établissant notamment une relation d'adéquation entre les «restes urbains» et les «restes humains». Aussi, en voulant sauver les PSM du naufrage ou en leur prescrivant des modalités de réinsertion pensées pour elles, mais sans elles, l'imaginaire salubre individualise les problèmes sociaux des PSM qui sont aussi collectifs et politiques. Face à ces deux voies idéologiques, l'imaginaire démocratique se présente alors comme une idéologie alternative en reconnaissant la dimension politique de ce type de situations et la possibilité pour les PSM de s'exprimer et de revendiquer leurs droits à partir des représentations d'inclusion, d'autonomie, et d'égalité.

RÉFÉRENCES

Appadurai Arjun. 2005. *Après le colonialisme: Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot.

Bélangier Anouk. 2005. «Montréal vernaculaire / Montréal spectaculaire: une dialectique de l'imaginaire urbain». *Sociologie et sociétés*, 37(1): 13-34.

Brenner Neil. 2004. *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*. Oxford: Oxford University Press.

Brenner Neil, Nik Theodore. 2002. «Cities and the Geographies of «actually Existing Neoliberalism». *Antipode* 34(3): 349-379.

CDPDJ. 2009. *La judiciarisation des personnes itinérantes à Montréal: un profilage social*. Montréal: Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Cloos Patrick. 2010. *La racialisation comme constitution de la différence: Une ethnographie documentaire de la santé publique aux États-Unis*. Thèse de doctorat, Université de Montréal, Montréal.

Giust-Desprairies Florent. 2003. *L'imaginaire collectif*. Paris: Érès.

Harcourt Bernard E. 2005. *Illusion of order. The false promise of broken windows policing*. Cambridge, Harvard: University Press.

Jodelet Denise. 1989. «Représentations sociales: un domaine en expansion», in: Jodelet Denise, (dir.), *Les représentations sociales*, p. 47-78. Paris: PUF.

Kelling Georges L., Wilson James Q. 1982. «Broken windows. The police and neighborhood safety». *The Atlantic Monthly*, mars.

Korosec-Serfaty Perla. 1991. «La ville et ses restes», in: Germain Annick (dir.), *L'aménagement urbain. Promesses et défis*, p. 233-267. Montréal: IQRC.

Ley David. 1996. *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*. New York, Oxford: University Press.

Morin Richard, Parazelli Michel, Benali Kenza. 2008. «Conflits d'appropriation d'espaces urbains centraux: prendre en compte les modes de relation des groupes d'acteurs». *Nouvelles pratiques sociales* 20(2): 142-157.

Parazelli Michel, Bellot Céline, Gagné Jean, Morin Richard, Gagnon Éric, Charest René, Keck Frédéric, St-Jacques Bernard. 2013. *Les enjeux du partage de l'espace public avec les personnes itinérantes et sa gestion à Montréal et Québec. Perspectives comparatives et pistes d'actions*. Rapport scientifique (2011-2013) déposé au FRQSC. Montréal: Université du Québec à Montréal.

Parazelli Michel. 2009. «Existe-t-il une «morale globale» de la régulation de la rue? Réflexions autour de l'hypothèse d'un imaginaire écosanitaire». *Géographie et cultures* 71: 91-110.

Parazelli Michel. 2002. *La rue attractive. Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.

Parazelli Michel. 2000. «L'encombrement socio-symbolique des jeunes de la rue au centre-ville de Montréal. Le cas d'un quartier en revitalisation: le Faubourg Saint-Laurent», in: Augustin Jean-Pierre, Sorbets Claude (dir.), *Lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec*, p. 169-199. Talence: Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine.

Rousseau Max. 2008. «Bringing politics back in: la gentrification comme politique de développement urbain?. Autour des «villes perdantes». *Espaces et sociétés* 132: 75-90.

Rullac Stéphane. 2015. *SDF, une trilogie*. Paris: L'Harmattan.

Sassen Saskia. 2002. «Locating cities on global circuits». *Environment & Urbanization* 14(1): 13-30.

Wunenburger Jean-Jacques. 2003. *L'imaginaire*. Paris: PUF.

Articles de journaux cités

Bonneau Danielle. 2010. «Conteneurs. Miser sur la différence pour aider des sans-abri», *La Presse* (Montréal), samedi 9 octobre, p. Mon toit2

Bouchard Alain. 1995. «L'exode des punks: le bordel à l'Esplanade», *Le Soleil* (Québec), jeudi 17 août, p. A3.

Bourque François. 2006. «Squeegie Inc.». *Le Soleil* (Québec), jeudi 11 mai, p. 5.

Breton Pascale. 2006. «Aide-t-on vraiment les jeunes à se sortir de la rue?», *La Presse* (Montréal), samedi 23 septembre, p. A3.

Cameron Daphné, Coutu Simon. 2008. «S'appropriier sa ville. Ma maison dans la rue», *La Presse* (Montréal), mercredi 30 juillet, p. A3.

Gravel Pierre. 1999. «Pas dans ma rue...», *La Presse* (Montréal), vendredi 15 octobre, p. B2.

Myles Bryan. 2003. «Les marginaux refusent de se laisser jeter «dehors de dehors», *Le Devoir* (Montréal), mercredi 26 novembre, p. A5.

Poirier Mario. 2002. «Sans-abris: Ni dans ma cour, ni dans ma rue?», *La Presse* (Montréal), lundi 14 janvier, p. A11.

Pelchat Martin. 1998. «Soixante policiers pour surveiller les squeegees. Les commerçants du Quartier latin souhaitent une action plus vigoureuse». *La Presse* (Montréal), vendredi 15 mai, p. A7.

Pratte Antoine. 1999. «Et si nous avions inventé la violence des jeunes de la rue?», *La Presse* (Montréal), mardi 11 mai, p. A8

Robitaille Antoine. 1994. «La Place d'Youville, haut lieu du tourisme punk. Deux jeunes se font tabasser; la controverse reprend de plus belle», *Le Devoir* (Québec), mercredi 22 juin, p. A6.

Shields Alexandre. 2008. «Commission parlementaire sur l'itinérance. Le maire Labonté essuie les critiques». *Le Devoir* (Montréal), jeudi 2 octobre, p. A2.

AUTEURS

Michel Parazelli est professeur à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal et membre du réseau interuniversitaire Villes Régions Monde (VRM). Il est aussi président de l'Association Québec / Canada pour la formation, la recherche et l'intervention sociale (AQCFRIS). Œuvrant principalement dans le champ de l'intervention sociale en milieu urbain, il s'intéresse aux rapports espace-société dont les questions d'appropriation de l'espace en situation de marginalité. Mentionnons deux ouvrages publiés aux Presses de l'Université du Québec, *La rue attractive. Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue* et *L'imaginaire urbain et les jeunes. La ville comme espace d'expériences identitaires et créatrices*.

Marie-Ève Carpentier est étudiante à la maîtrise à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal.

parazelli.michel@uqam.ca, carpentier.marie-eve@courrier.uqam.ca